



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**Unité Inter-Départementale 25-70-90**

**ARRÊTÉ DREAL N° 70-2025-10-24-00006**

**EN DATE DU 24 OCT. 2025**

**levant la mise en demeure prise à l'encontre de la société EUROSERUM, pour son usine  
de fabrication de poudres de lait sur la commune de PORT-SUR-SAONE**

**Le préfet de la Haute-Saône  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU**

- le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- le code de justice administrative ;
- le décret du 23 juillet 2025 nommant M. Serge JACOB, préfet de la Haute-Saône ;
- le décret du 24 avril 2024 nommant Mme Annick PÂQUET, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône, ;
- l'arrêté préfectoral n° 70-2022-12-14-00005 du 14 décembre 2022 recodificatif portant autorisation environnementale – société EUROSERUM sur le territoire de la commune de Port-sur-Saône ;
- l'arrêté préfectoral n° 70-2024-12-04-00003 du 4 décembre 2024 portant mise en demeure relative à l'exploitation d'une usine de fabrication de poudres de lait par la société EUROSERUM sur la commune de Port-sur-Saône ;
- l'arrêté préfectoral n° 70-2025-09-01-00001 du 1<sup>er</sup> septembre 2025 portant délégation de signature à Mme Annick PÂQUET, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône ;

- le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées, transmis à l'exploitant le 17 octobre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, faisant suite à la visite du 8 octobre 2025 ;

## **CONSIDÉRANT**

- que le préfet de département est le représentant de l'État qui a l'autorité administrative sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 8 octobre 2025, le respect de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 70-2024-12-04-00003 du 4 décembre 2024 susvisé ;
- que les obligations fixées par l'arrêté préfectoral n° 70-2024-12-04-00003 du 4 décembre 2024 susvisé sont, dès lors, satisfaites ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE**

L'arrêté préfectoral n° 70-2024-12-04-00003 du 4 décembre 2024 susvisé mettant en demeure la société EUROSERUM, exploitant, sur la commune de Port-sur-Saône, une installation de fabrication de poudres de lait, de respecter certaines dispositions applicables à son installation, est abrogé.

### **ARTICLE 2 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société EUROSERUM, dont le siège social se situe route de Villers, 70 170 Port-sur-Saône.

### **ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R. 412-1 du code de justice administrative, à savoir un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

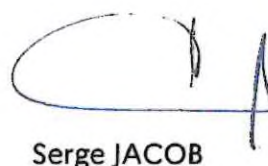
Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **ARTICLE 4 – EXÉCUTION ET AMPLIATION**

La secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de Port-sur-Saône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Vesoul, le 24 OCT. 2025

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a vertical line and a small flourish.

Serge JACOB